

MEDEF Actu-Eco - n°276

Direction des études

Semaine du 13 au 17 février 2017



SOMMAIRE

FRANCE

- 1- **Effectifs salariés marchands non agricoles au quatrième trimestre 2016** : +62 200 postes et +191 700 sur un an, perte de 278 000 emplois depuis le premier trimestre 2008
- 2- **Taux de chômage au quatrième trimestre 2016** : 9,7% de la population active en France métropolitaine (-0,1 point sur un trimestre et -0,2 point sur un an), 10% pour la France entière
- 3- **Production manufacturière au quatrième trimestre 2016** : +0,8% et +0,2% sur un an, niveau inférieur de -13% à celui du début 2008
- 4- **Crédits nouveaux au secteur privé en décembre 2016** : +18% en cumul sur un an (+11% pour les crédits aux entreprises, +23% pour les crédits aux ménages)
- 5- **Balance commerciale en 2016** : dégradation de -45 à -48 milliards d'euros, creusement du déficit manufacturier supérieur à l'allègement de la facture énergétique
- 6- **Enquête sur la distribution de crédits au secteur privé en janvier 2017** : conditions inchangées d'octroi aux entreprises et aux ménages, baisse de la demande des entreprises
- 7- **Financement des ETI et des grandes entreprises en février 2017** : trésorerie encore plus aisée, délais de paiement qui continuent de se détendre, recherche de financements nettement moins aisée
- 8- **Prévisions d'hiver 2017-2018 de la Commission européenne pour la France** : raffermissement de la croissance, baisse du chômage, déficit public sous la barre des 3% du PIB en 2017 mais pas en 2018

INTERNATIONAL

- 9- **Prévisions d'hiver 2017-2018 de la Commission européenne pour la Zone euro** : maintien de la croissance, accélération de l'inflation, baisse du chômage
- 10- **Tendances de la semaine sur les marchés** : montée des marchés actions, baisse de l'euro

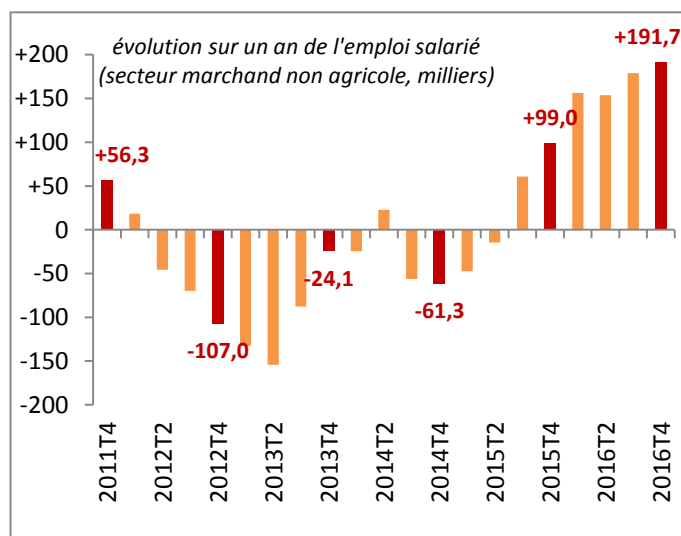
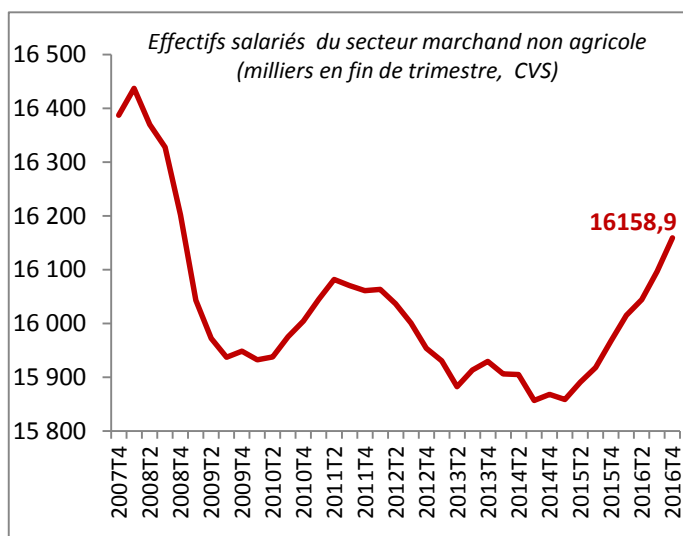
1. Effectifs salariés marchands non agricoles au quatrième trimestre 2016 : +62 200 postes et +191 700 sur un an, perte de 278 000 emplois depuis le premier trimestre 2008

*Selon une première estimation de l'INSEE, **les effectifs salariés du secteur marchand non agricole se sont élevés à 16 158 900 au quatrième trimestre 2016**, en progression de +62 200 postes (+0,4%) par rapport au troisième trimestre où ils avaient augmenté de +52 500. L'emploi intérimaire a continué d'augmenter fortement (+6%).

Cette progression est imputable à celle dans le secteur tertiaire marchand (+68 800, dont +37 200 dans l'intérim). L'emploi a reculé autant que le trimestre précédent dans l'industrie (-0,2%, soit -

4 600), et légèrement diminué dans la construction (-0,1%, soit -1 900) après 0% au troisième trimestre.

***Sur un an**, les effectifs salariés ont progressé de **+1,2%, soit +191 700** (+122 400 hors intérim). Cette progression recouvre un accroissement dans les services et commerces (y compris l'intérim qui a augmenté de +11,8%), une nouvelle baisse dans l'industrie et dans la construction. Cette augmentation des effectifs en 2016 est presque le double de celle enregistrée en 2015, après trois années successives de contraction.



Source : INSEE

* **Sur plus longue période, les entreprises ont perdu -278 400 emplois salariés par rapport au point haut du premier trimestre 2008.** Au cours de la période, les commerces et services (hors

intérim) ont accru leurs effectifs de +418 000. Cette augmentation n'a pas compensé le recul de l'emploi dans l'industrie (-487 000) et dans le secteur de la construction (-190 000).

Effectifs salariés dans le secteur marchand non agricole au quatrième trimestre 2016

milliers	Nombre	Evolution en milliers		
		sur 1 trimestre	sur 1 an	depuis 2008 T1
Ensemble, dont :	16158,9	+62,2	+191,7	-278,4
Intérim	654,1	+37,2	+69,3	-19,9
Ensemble hors intérim, dont :	15504,8	+25,0	+122,4	-258,5
Industrie	3099,0	-4,6	-23,2	-486,9
Construction	1308,7	-1,9	-5,7	-189,5
Tertiaire hors intérim	11097,2	+31,6	+151,3	+417,9

Source : INSEE

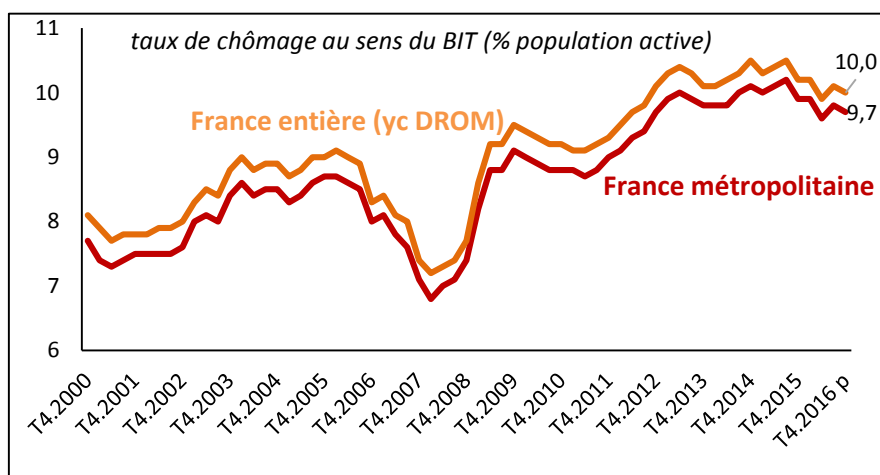
2. Taux de chômage au quatrième trimestre 2016 : 9,7% de la population active en France métropolitaine (-0,1 point sur un trimestre et -0,2 point sur un an), 10% pour la France entière

*Selon les données encore provisoires de l'INSEE, **le taux de chômage, au sens du BIT** (Bureau International du Travail) **en France métropolitaine a baissé au quatrième trimestre 2016** : -0,1 point par rapport au troisième trimestre.

A **9,7% de la population active**, il a retrouvé son **niveau du quatrième trimestre 2012**. En

niveau absolu, **le nombre de chômeurs au sens du BIT a baissé de -31 000** au quatrième trimestre 2016 pour atteindre 2 783 000 (-68 000 sur un an).

Le taux de chômage pour la **France entière** (Métropole + DROM) s'est établi à **10%** de la population active (-0,1 point sur un trimestre, -0,2 point sur un an).



Source : INSEE

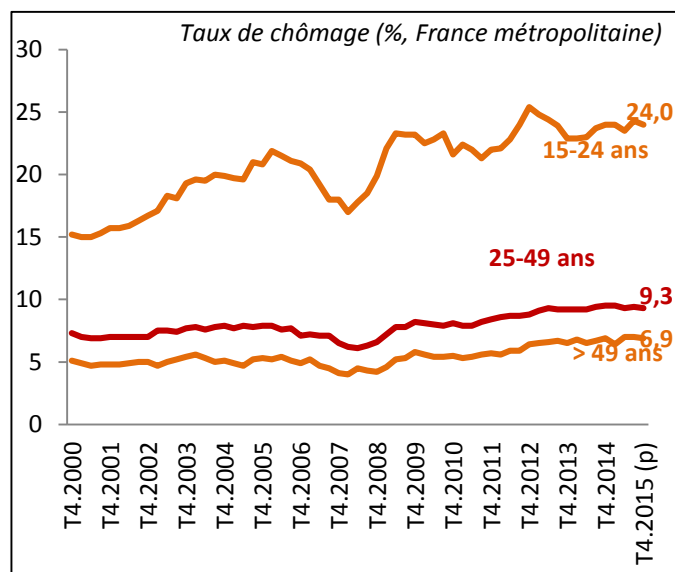
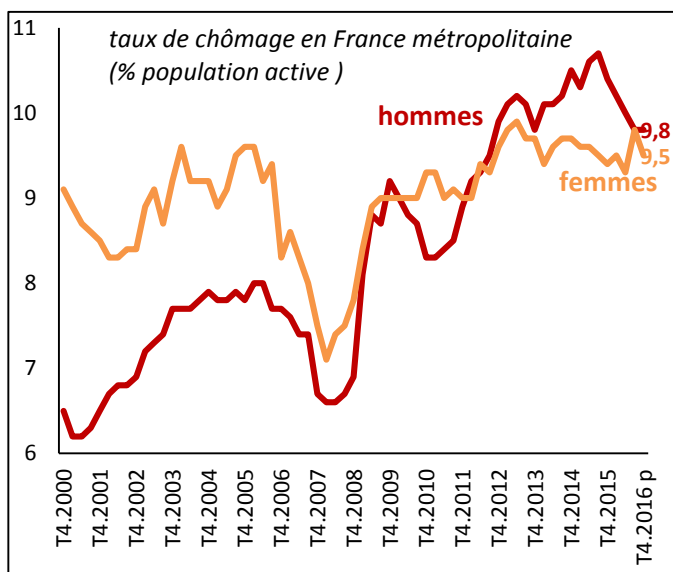
*La baisse du taux de chômage en France métropolitaine au quatrième trimestre 2016 tient à celle du taux de chômage des femmes, des jeunes et des seniors. Dans le détail :

Par sexe :

- **-0,3 point** sur un trimestre **du taux de chômage des femmes** à 9,5% (+0,1 point sur un an) ;
- **stabilité** sur un trimestre **du taux de chômage des hommes** à 9,8% (-0,6 point sur un an) ;

Par tranche d'âge :

- **-1,7 point** sur un trimestre **du taux de chômage des 15-24 ans** à 23,3% (24% au 4^{ème} trimestre 2015) ;
- **+0,2 point** sur un trimestre **du taux de chômage des 25-49 ans** à 9,0% (9,2% au 4^{ème} trimestre 2015) ;
- **-0,4 point** sur un trimestre **du taux de chômage des 50 ans et plus** à 6,7%, comme au 4^{ème} trimestre 2015.



Source : INSEE

***Le taux d'activité** (proportion des actifs – occupés et chômeurs – dans la population des 15-64 ans) **s'est maintenu à 71,7% entre le 3^{ème} et le 4^{ème} trimestre 2016**. Il a augmenté de +0,1 point sur un an. Cette hausse sur un an recouvre une progression chez les hommes et les seniors, une stabilité chez les femmes et une baisse chez les jeunes et les 25-49 ans.

***Le taux d'emploi** (proportion de personnes disposant d'un emploi parmi celles en âge de travailler) **est passé de 64,6 à 64,7%** au 4^{ème} trimestre 2016. Sur un an, il s'est redressé de +0,3 point, toutes

les catégories ayant enregistré une hausse, à l'exception des 25-49 ans dont le taux d'emploi est resté stable. Au quatrième trimestre 2016, le **taux d'emploi en CDI** des 15-64 ans a atteint 48,7% (+0,2 point sur un trimestre et +0,1 point sur un an). Le **taux d'emploi en CDD ou en intérim** s'est accru de 0,1 point à 7,5% (+0,1 point sur un an). Les 8,5% restant pour retrouver le taux d'emploi total de 64,7% correspondent aux autres types d'emploi (non-salariés, apprentis). Enfin, le **taux d'emploi à temps complet** s'est maintenu à 53% (+0,4 point sur un an), et le **taux d'emploi à temps partiel** à 11,7% (-0,1 point sur un an).

Taux d'activité et taux d'emploi au sens du BIT au quatrième trimestre 2016 % de la population en âge de travailler (France métropolitaine)

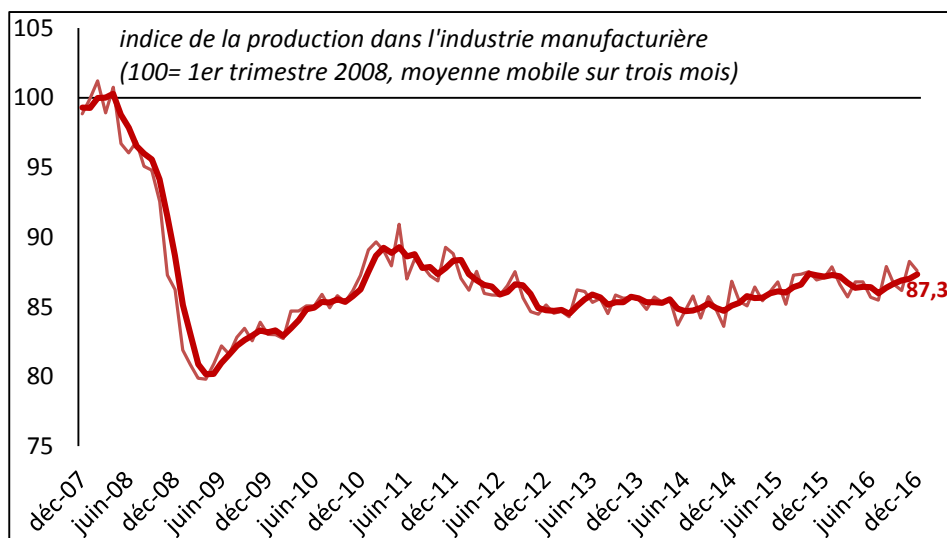
	en % de la population en âge de travailler (15-64 ans)			Evolution (en points)	
	2015T4	2016T3	2016T4 (p)	T/T-1	T/T-4
Personnes actives (= taux d'activité)	71,6	71,7	71,7	0	+0,1
15-24 ans	37,4	36,7	37,1	+0,4	-0,3
25-49 ans	88,2	88,1	88,1	0	-0,1
50-64 ans	64,4	65,4	65,3	-0,1	+0,9
Hommes	75,6	75,5	75,7	+0,2	+0,1
Femmes	67,8	68,0	67,8	-0,2	0
Personnes en emploi (= taux d'emploi)	64,4	64,6	64,7	+0,1	+0,3
15-24 ans	28,4	27,5	28,5	+1,0	+0,1
25-49 ans	80,1	80,4	80,1	-0,3	0
50-64 ans	59,9	60,7	60,8	+0,1	+0,9
Hommes	67,6	68,1	68,2	+0,1	+0,6
Femmes	61,3	61,3	61,4	+0,1	+0,1

Source : INSEE

3. Production manufacturière au quatrième trimestre 2016 : +0,8 % et +0,2 % sur un an, niveau inférieur de – 13% à celui du début 2008

*** La production dans l'industrie manufacturière a reculé de -0,8% en décembre 2016** (après +2,4% en novembre).

Cette baisse concerne toutes les grandes familles de biens, à l'exception des biens de consommation durable.



Source : INSEE

***Au quatrième trimestre 2016, l'activité manufacturière a augmenté de +0,8%** sur le trimestre précédent (+0,2% en glissement sur un an). Sur cette période, la production a fortement progressé dans la cokéfaction et le raffinage (+7,4%) mais aussi dans la construction automobile (+4,8%) ainsi que les biens d'équipement et machines (+3,8%). Elle a baissé dans plusieurs secteurs de la consommation (agroalimentaire, textiles-habillement-cuir).

*** Sur l'ensemble de l'année 2016, la production manufacturière s'est accrue de +0,5%** (après +1,5% en 2014), avec des situations contrastées :

- *contraction* dans la cokéfaction et le raffinage (-2,5%), les industries agro-alimentaires et la pharmacie (-1,3%), les produits informatiques et électroniques (-0,9%), le textile-habillement-cuir (-0,5%), les activités bois-papier et imprimerie (-0,4%) ;
- *quasi-stagnation* dans la métallurgie et les produits métalliques (+0,2%) ;

- *augmentation* dans les machines et équipements (+0,4%), les équipements électriques (+1,7%), la chimie (+2,7%), la construction automobile (+5,1%) et les autres matériels de transport (+3,5%).

*** L'indice de la production manufacturière en 2016 reste inférieur de 13,2% à son point haut du premier trimestre 2008.** C'est le cas de la majorité des secteurs, avec des écarts très variables, de -35% dans le textile-habillement cuir, à -13% dans les produits électroniques et informatiques, en passant par -27% dans la métallurgie et les produits métalliques, et -24% dans les biens d'équipement électriques et électroniques ou la construction automobile.

La production se situe à son niveau du début 2008 dans les industries agroalimentaires.

Elle le dépasse dans la chimie (+4,9%), la pharmacie (+8,4%) et les matériels de transport autres que l'automobile (+23,7%).

Evolution de l'indice de la production industrielle

%	2016 T4/2016 T3	2016 T4/2015 T4	Année 2016 / année 2015	2016 / 2008 T1*
Industrie manufacturière	+0,8	+0,2	+0,5	-13,2
dont:				
-industries agro-alimentaires	-0,7	-1,6	-1,3	0,0
-cokéfaction et raffinage	+7,4	+6,8	-2,5	-31,0
-produits informatiques et électroniques	+0,2	-2,1	-0,9	-12,9
-équipements électriques	+2,4	+5,3	+1,7	-28,2
-machines et équipements	+3,8	+0,3	+0,4	-30,6
-industrie automobile	+4,8	+5,5	+5,1	-23,8
-autres matériels de transport	+1,1	+4,1	+3,5	+23,7
-textiles, habillement, cuir	-0,7	-3,5	-0,5	-34,9
-bois, papier, imprimerie	-0,9	-1,9	-0,4	-26,9
-chimie	+0,4	+2,3	+2,7	+4,9
-industrie pharmaceutique	+1,1	-2,2	-1,3	+8,4
-caoutchouc, plastique, minéraux	+0,7	+1,6	+2,4	-21,0
-métallurgie, produits métalliques	+0,4	+0,2	+0,2	-26,8

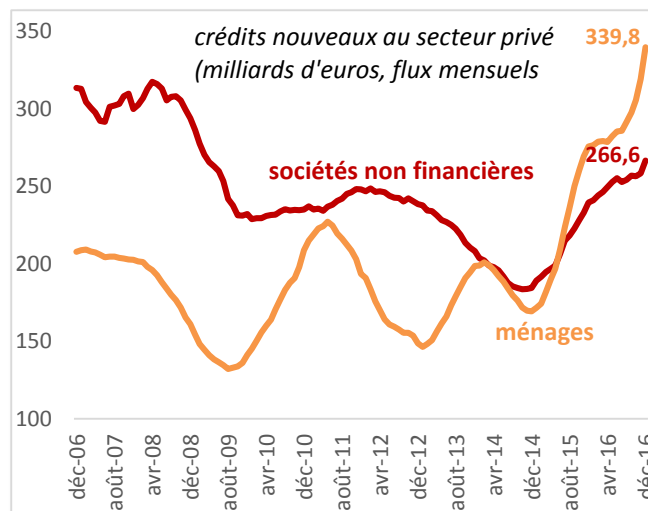
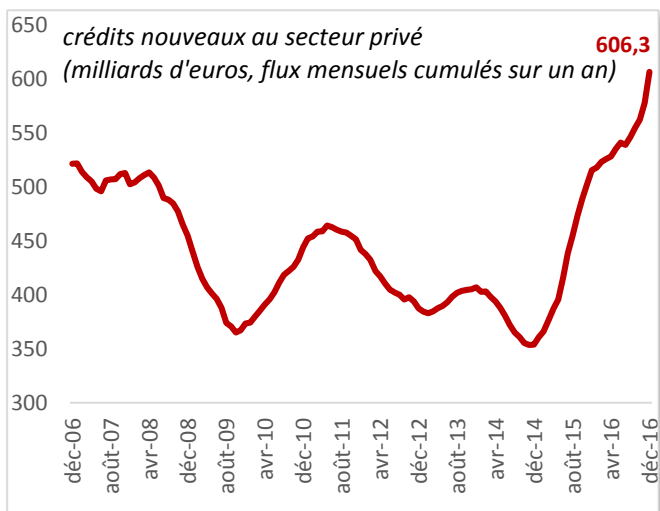
Source : INSEE /

* point haut avant le début de la récession

4. Crédits nouveaux au secteur privé en décembre 2016 : +18% en cumul sur un an (+11% pour les crédits aux entreprises, +23% pour les crédits aux ménages)

* **Les crédits nouveaux au secteur privé (flux mensuels cumulés sur un an) se sont accrus de +17,6% entre décembre 2015 et décembre 2016, pour atteindre 606,3 milliards d'euros.** Cette

hausse, sans doute à relier au niveau toujours bas des taux d'intérêt, résulte de la progression des crédits aux sociétés non financières et plus encore de celle des crédits aux ménages.

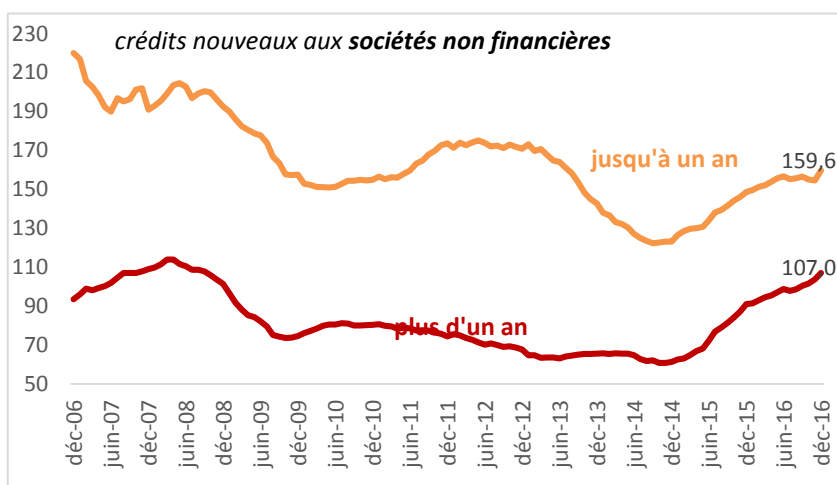


Source : Banque de France

* Les **crédits nouveaux aux sociétés non financières**, toujours en cumul sur douze mois, ont en effet augmenté de **+11,3%** entre décembre 2015 et décembre 2016. Avec 266,6 milliards d'euros, ils ont atteint leur **plus haut niveau depuis mars 2009**.

Ce redressement concerne au premier chef les **crédits nouveaux à plus d'un an**, c'est-à-dire pour

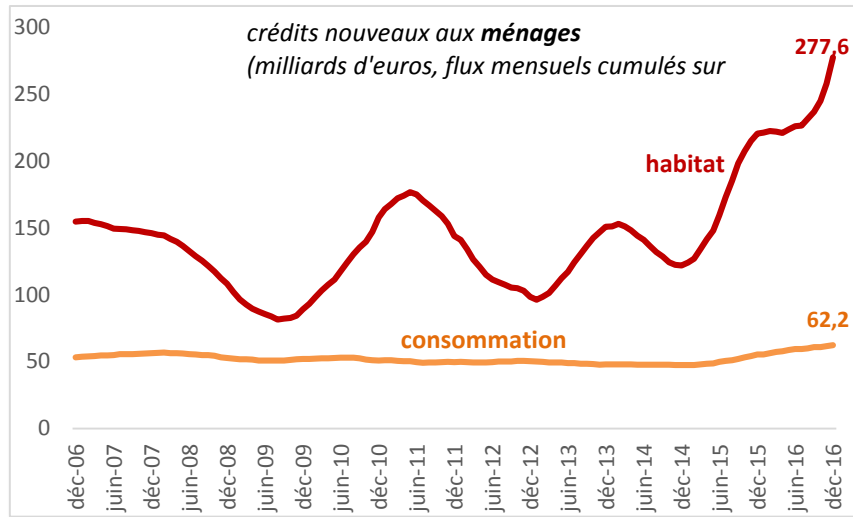
une bonne part ceux destinés à financer les projets d'investissement (+17,5%). Ces crédits représentent désormais 40% des crédits accordés par les banques aux sociétés non financières, contre 38% en décembre 2015 et 31,5% en décembre 2013. Le montant des crédits nouveaux jusqu'à un an s'est accru de +7,4% entre fin 2015 et fin 2016.



Source : Banque de France

* Parallèlement, les **crédits nouveaux aux ménages** ont augmenté de **+23,2%** sur la même période. Cette hausse vient largement de celle des **crédits à l'habitat** (+57,1%) - qui constituent 82% de leurs crédits-. Cette progression s'explique en

partie par les renégociations de contrats, qui représentaient 55% des crédits à l'habitat en décembre 2016. La hausse des **crédits à la consommation** a été de +12,4%.



Source : Banque de France

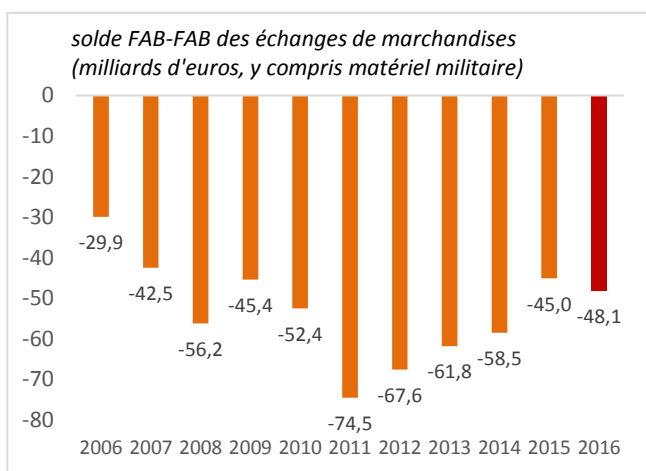
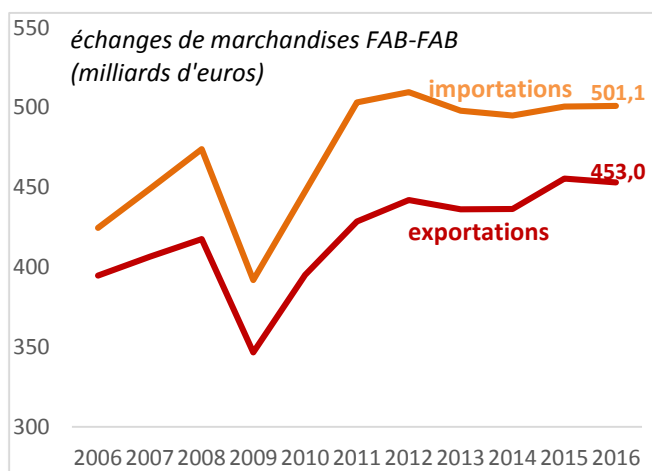
5. Balance commerciale en 2016 : dégradation de -45 à -48 milliards d'euros, creusement du déficit manufacturier supérieur à l'allègement de la facture énergétique

* *Les chiffres du commerce extérieur pour l'ensemble de l'année 2016 montrent un alourdissement de 3,1 milliards d'euros du déficit commercial*, passé de -45 milliards en 2015 à -48,1 milliards en 2016. Ce déficit correspond à un **taux de couverture FAB-FAB des importations par les exportations** de 90,4%, après 91% en 2015. La dégradation du solde des échanges en 2016 recouvre :

- une **baisse en valeur des exportations** de -0,6% (après +4,4% en 2015 et +0,1% en 2014) , du fait de la baisse des ventes de

produits intermédiaires et de céréales que la poussée de celles d'automobiles n'a pas suffi à compenser ;

- une **stabilisation des importations** (+0,1%) après +1,1% en 2015, résultat combiné du recul des approvisionnements énergétiques (nouvelle baisse des prix en moyenne annuelle) et de l'augmentation des achats hors énergie (matériels de transport en particulier).



Source : Douanes

* En considérant les **données FAB-CAF**, nécessaires pour une analyse détaillée des échanges, l'année 2016 fait apparaître :

En termes sectoriels, une forte dégradation de la balance industrielle :

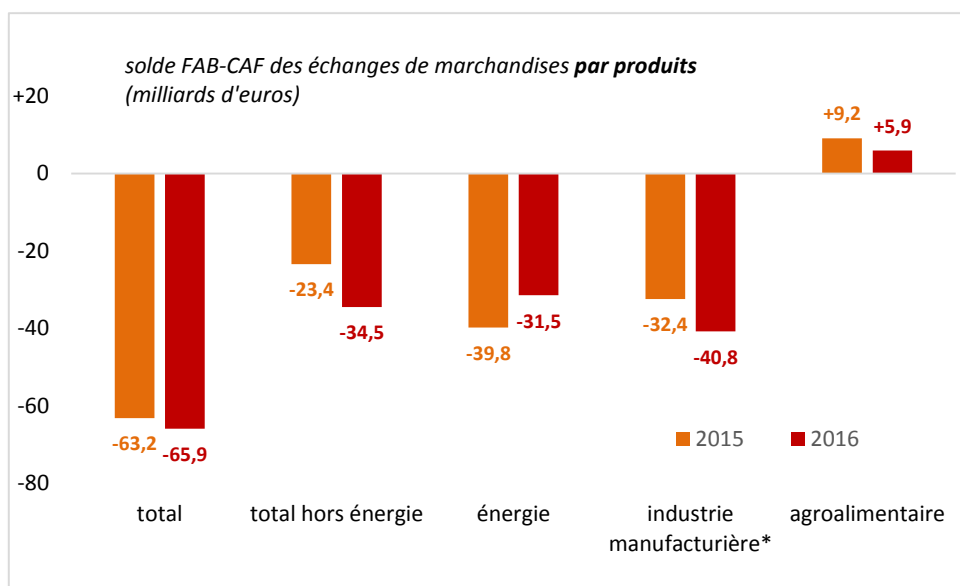
- **réduction de la facture énergétique**, de 8,3 milliards d'euros à -31,5 milliards d'euros, résultat d'une baisse de -20% des achats d'hydrocarbures naturels et de produits raffinés (après -24,8% en 2015) du fait essentiellement de la baisse des prix (cours du Brent tombé de 47,3 à 39,2 euros le baril entre 2015 et 2016). L'affaiblissement de l'activité industrielle (notamment au deuxième trimestre) explique celui de la demande en produits énergétiques ;

- **creusement du déficit manufacturier** (hors produits agroalimentaires et produits pétroliers raffinés) de 8,4milliards d'euros, à -40,8 milliards d'euros, le plus mauvais chiffre depuis dix ans. C'est le résultat d'une **quasi-stagnation des exportations** (+0,3%) **alors que les importations ont augmenté de +2,4%**.

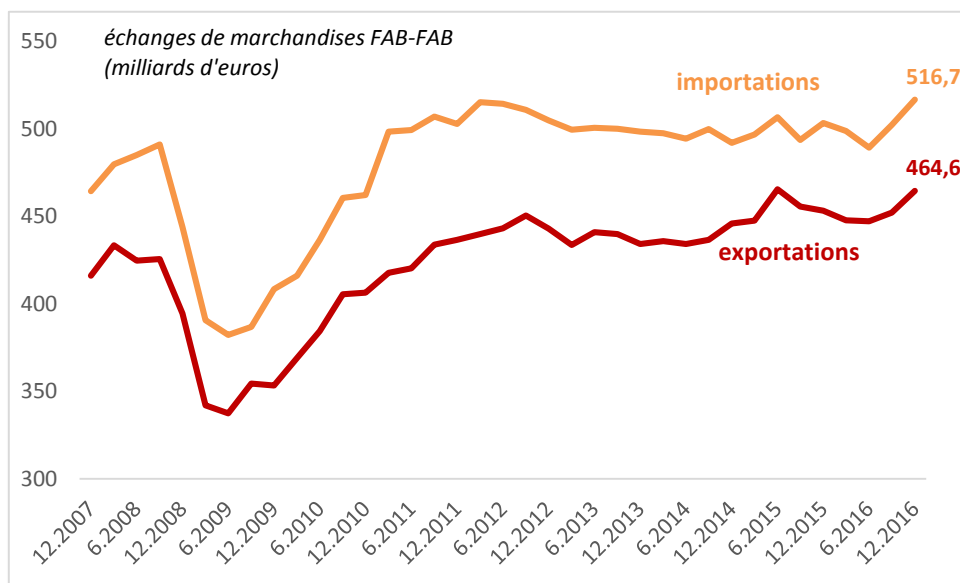
A l'exportation, le dynamisme des ventes d'automobiles (+4,6%, lié à la vitalité du marché européen, l'amélioration de la compétitivité grâce à l'innovation, au CICE et aux accords de compétitivité), mais aussi des ventes de bateaux et de produits de luxe, a compensé le recul des produits intermédiaires (produits métalliques, chimie de base) alors que les livraisons aéronautiques se sont maintenues à leur niveau record de 2015.

A l'importation, la croissance soutenue des acquisitions aéronautiques et automobiles (surtout depuis l'Allemagne et des nouveaux pays membres européens) ainsi que la hausse des achats de biens d'équipement (machines industrielles, matériels électriques) et de consommation (meubles, téléphones mobiles, chaussures-marroquinerie, jouets) ont été plus fortes que le repli des achats de produits métalliques et chimiques.

- **réduction de l'excédent agroalimentaire** de 3,2 milliards d'euros (de +9,2 à +5,9 milliards d'euros) avec la baisse de -2,4% des exportations – dont notamment la chute des ventes céréalières (conditions météorologiques exceptionnellement mauvaises, nouvelle baisse des prix) -, et l'augmentation de +3,6% des importations (fruits et légumes notamment en provenance d'Espagne).



Source : Douanes / (*) hors IAA et produits pétroliers raffinés et cokéfaction



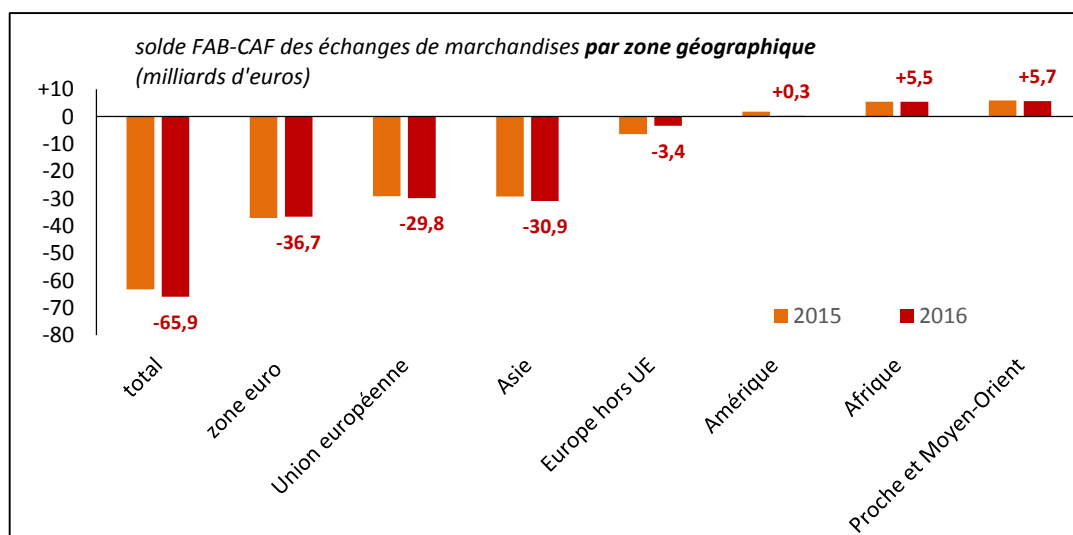
Source : Douanes

En termes géographiques, une baisse des ventes et des achats aux pays tiers (hors Union européenne) :

- **léger creusement du déficit avec nos partenaires de l'Union européenne** (de -29,2 à -29,8 milliards d'euros). Il masque une modeste amélioration du solde avec les pays de la zone euro de -37,1 milliards d'euros en 2015 à -36,6 milliards en 2016. Par pays, la France a enregistré un déficit de -14,4 milliards avec l'Allemagne, de -7,1 milliards avec les Pays-Bas, de -5,9 milliards avec l'Italie, de -4,4 milliards avec la Belgique ; un excédent de +0,8 milliard avec l'Espagne et de +11,6 milliards avec le Royaume-Uni. La **quasi-stabilité des exportations** vers l'Union européenne (+0,3%, après +2,3% en 2015), recouvre une croissance des ventes à l'Espagne et aux nouveaux pays membres, et un repli de celles aux Pays-Bas, à la Belgique et au Royaume-Uni ;
- augmentation **du déficit avec l'Asie** de -29,2 à -30,9 milliards d'euros (inférieur de 15% au déficit avec la zone euro), résultat d'une baisse des exportations (recul des ventes aéronautiques en Chine et en Corée du Sud, effondrement des ventes d'orge à la Chine) et d'une augmentation des importations (baisse des achats à la

Chine en produits informatiques et articles d'habillement plus que compensée par la hausse notamment des importations d'automobiles et de machines depuis le Japon ;

- réduction **du déficit avec les pays européens non membres de l'Union**, grâce au rebond des exportations (+5,2%) notamment vers la Suisse et la Russie, poussées par les livraisons aéronautiques, alors que les achats à ces pays ont baissé de -4% (contraction des approvisionnements énergétiques auprès de la Russie) ;
- **quasi disparition de l'excédent avec l'Amérique** (de +1,8 à +0,3 milliard d'euros) : diminution des ventes aux pays émergents de la région (Brésil notamment) et stagnation de celles aux Etats-Unis, progression ralentie des importations ;
- **Stabilité de l'excédent avec l'Afrique** (+5,5 milliards d'euros) et de celui avec **le Proche et Moyen Orient** (+5,7 milliards d'euros), le recul des livraisons aéronautiques étant compensé par la contraction des achats, notamment d'hydrocarbures naturels (Afrique du Nord, Arabie Saoudite).



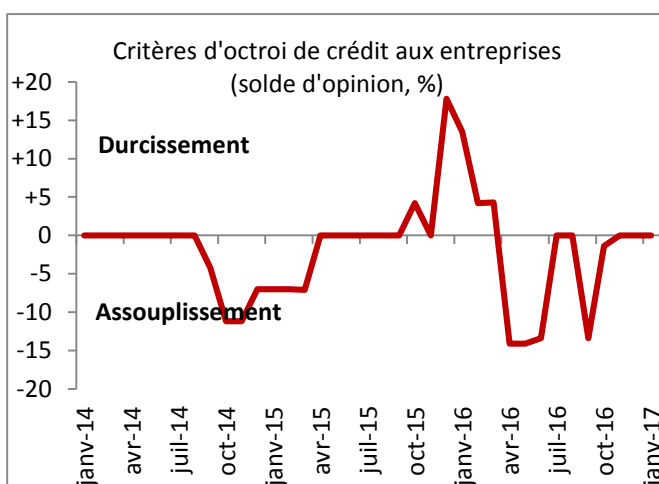
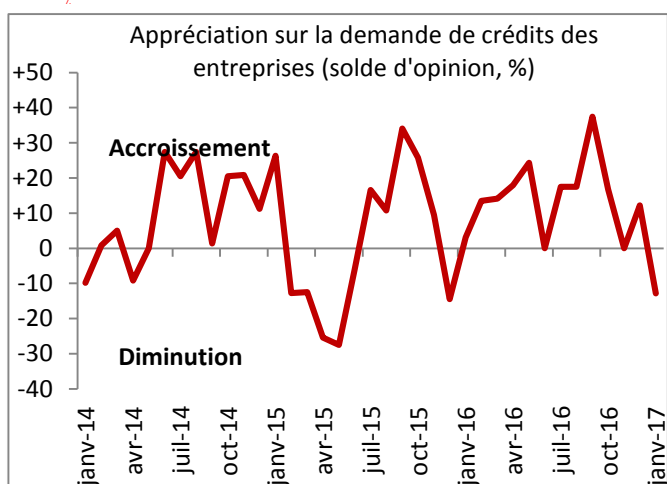
Source : Douanes

6. Enquête sur la distribution de crédits au secteur privé en janvier 2017 : conditions inchangées d'octroi aux entreprises et aux ménages, baisse de la demande des entreprises

*La dernière enquête mensuelle de la Banque de France auprès des établissements de crédit, suggère que **la demande de crédits des entreprises auprès des établissements bancaires a diminué en janvier 2017**, une première depuis décembre 2015. Cette baisse s'explique tant par le repli de la demande de crédits de la part des grandes entreprises

(après avoir augmenté en décembre) que par celle des PME (après avoir stagné en décembre).

Simultanément, les établissements de crédits ont indiqué pour le troisième mois consécutif ne pas avoir modifié leurs conditions d'octroi.

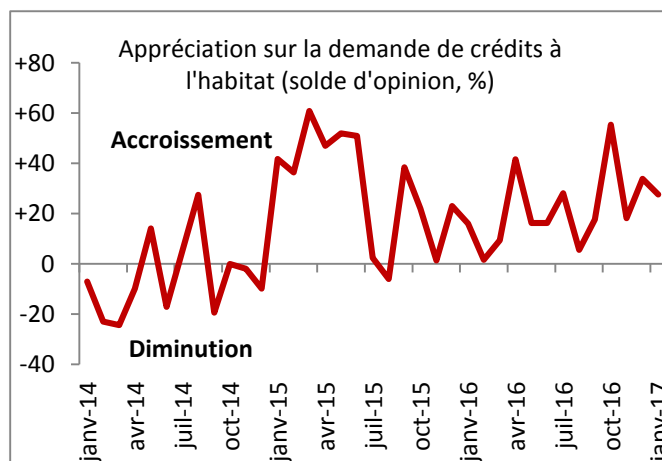
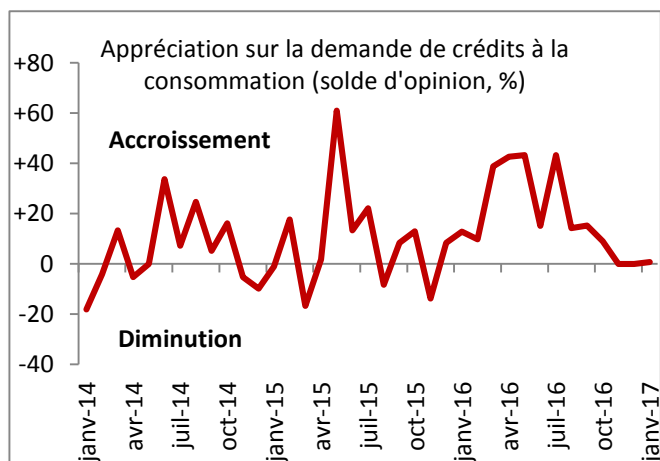


Source : Banque de France

*Pour les ménages, **la demande de crédits à la consommation est restée inchangée en janvier 2017**, comme en novembre et décembre 2016. L'accroissement de la demande de crédits à la consommation ne cesse de ralentir depuis juillet 2016. **La demande de crédits à l'habitat a continué pour sa part d'être perçue en hausse en**

janvier 2017, même si elle ralentit légèrement par rapport à décembre 2016.

Les conditions d'octroi seraient restées stables pour les crédits à la consommation (treizième mois consécutif) et à l'habitat (deuxième mois consécutif).



Source : Banque de France

7. Financement des ETI et des grandes entreprises en février 2017 : trésorerie encore plus aisée, délais de paiement qui continuent de se détendre, recherche de financements nettement moins aisée

* La dernière enquête réalisée par l'AFTE et Coe-Rexecode en février 2017, sur les trésoreries des ETI de 500 salariés ou plus et des grandes entreprises met en évidence :

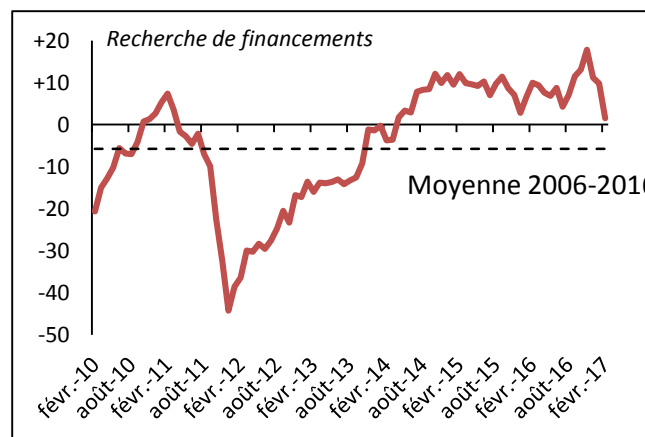
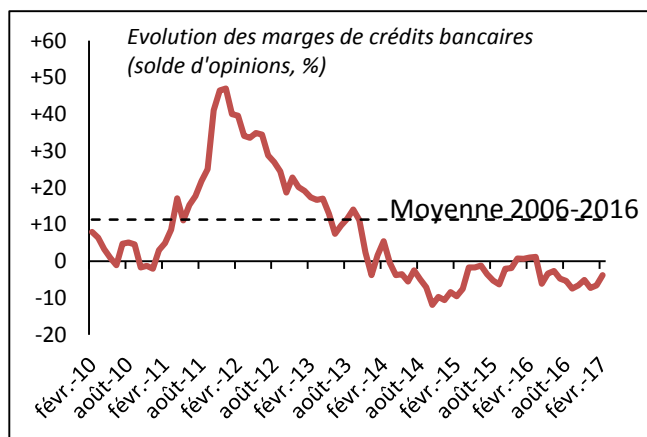
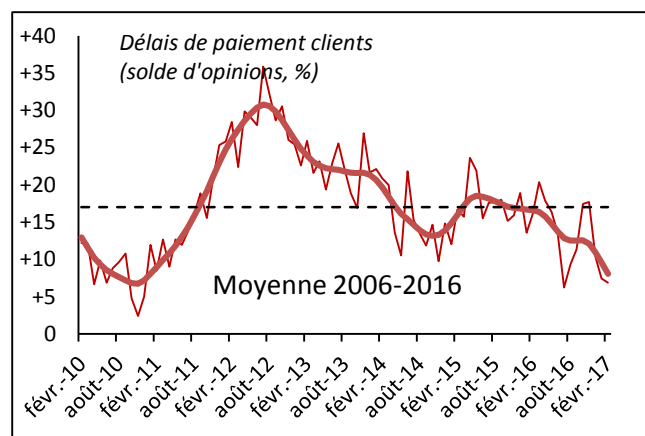
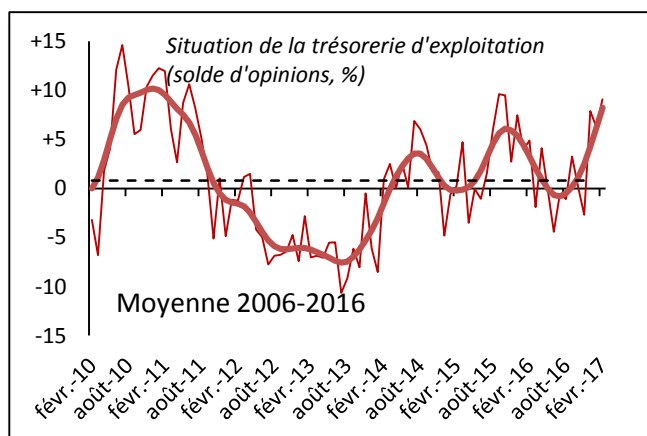
- des **trésoreries d'exploitation plus aisées**. Le solde d'opinion s'est sensiblement amélioré au cours des trois derniers mois, très au-dessus de sa moyenne des dix années 2006-2016. L'influence de la remontée des cours du Brent est « *perçue comme étant de plus en plus négative* » sur les trésoreries pour le tiers des trésoriers estimant que ces dernières sont directement impactées par l'évolution des cours sur les marchés mondiaux.

De même, pour près de deux trésoriers sur cinq, l'influence du taux de change de l'euro contre le dollar serait « *un peu plus négative depuis trois mois, dans un contexte de légère réappréciation de l'euro contre le dollar depuis mi-décembre* » ;

- des **délais de paiement des clients qui se détendent** selon une majorité des trésoriers. Le solde des opinions se rapproche un peu plus de son niveau bas de la fin 2010. En revanche, **les délais de paiement négociés avec les fournisseurs s'allongeraient** ;

- un moindre « **effritement** » de la marge payée sur les crédits bancaires, dans un « *contexte de petite remontée des taux d'intérêt* », la situation restant « *très favorable pour les entreprises emprunteuses* » ;

- une **recherche de financements devenue « nettement moins aisée »**, après trois années où elles étaient jugées « faciles ».



Source : AFTE et Coe-Rexecode

8. Prévisions d'hiver 2017-2018 de la Commission européenne pour la France : raffermissement de la croissance, baisse du chômage, déficit public sous la barre des 3 % du PIB en 2017 mais pas en 2018

* la Commission européenne vient de publier ses « prévisions d'hiver ». **La croissance du PIB en France devrait s'accroître en 2017 et en 2018** : respectivement +1,4% et +1,7%, après +1,2% en 2016.

Cette accélération de l'activité devrait s'accompagner d'un **repli du taux de chômage** (9,9% de la population active en 2017, 9,6% en 2018), sous l'effet conjugué de plusieurs facteurs : l'emploi devrait « continuer à croître à un rythme soutenu », porté par « les mesures de soutien à la création d'emploi par la réduction du coût du travail (CICE, Pacte de responsabilité) » ; le « plan

d'urgence pour l'emploi annoncé en janvier 2016 qui fera baisser le taux de chômage en proposant une formation aux demandeurs d'emplois qui en conséquence n'apparaîtront plus comme chômeurs ».

Dans le même temps, **la hausse des prix devrait s'accroître** : l'indice harmonisé des prix à la consommation augmenterait de +1,5% en 2017 (+0,3% en 2016), avant de revenir à +1,3% en 2018, conséquence de la remontée récente des prix du pétrole, alors que « les pressions inflationnistes internes n'augmentent que graduellement ».

évolution en % (volume)	2015	2016e	2017p	2018p
PIB	+1,3	+1,2	+1,4	+1,7
Consommation privée	+1,5	+1,9	+1,2	+1,6
Investissement total	+1,0	+2,8	+3,1	+4,1
dont équipement (entreprises)	+2,3	+6,0	+4,1	+5,0
Exportations de biens et services	+6,1	+1,0	+3,1	+4,0
Importations de biens et services	+6,6	+3,7	+3,1	+4,8
Indice des prix à la consommation harmonisé	+0,1	+0,3	+1,5	+1,3
Emploi total	+0,4	+0,8	+0,6	+0,9
Taux de chômage (% population active)	10,4	10,0	9,9	9,6
Balance courante (% PIB)	-2,0	-2,3	-2,6	-2,7
Déficit public (% PIB)	-3,5	-3,3	-2,9	-3,1
Déficit primaire (% du PIB) ¹	-1,5	-1,5	-1,1	-1,3
Dépense publique (% PIB)	57,0	56,2	56,2	56,2
Dette publique (% PIB)	96,2	96,4	96,7	97,0

Source : Commission européenne – European Economic Forecast, Winter 2017 (février 2017)

(1) Déficit public total – intérêts de la dette

*La croissance plus soutenue attendue en 2017 et 2018 résulterait de plusieurs facteurs :

-accélération des investissements « particulièrement dans la construction », et dans les entreprises où sont attendus de « robustes taux de croissance des investissements » (redressement des marges, prolongation au 14 avril 2017 du dispositif de suramortissement) ;
-contribution « plus équilibrée » du commerce extérieur à la croissance (-0,1 point en 2017 et -0,3 point en 2018 après -0,9 point en 2016), du fait d'une montée en puissance des exportations ;

- décélération de la consommation, « en ligne avec le pouvoir d'achat » (effet de la remontée du prix du pétrole) ;

* **Le déficit public passerait sous la barre de -3% du PIB en 2017** (-2,9%, après -3,3% en 2016), à la faveur d'une remontée des recettes permise par une croissance plus forte, mais aussi « d'un accroissement des impôts locaux et de la fiscalité verte ».

Côté dépense, la Commission retient une progression de +1,8% (hors crédits d'impôts), du fait « *de salaires plus élevés dans la fonction publique après le gel des salaires en 2016, et de l'augmentation de l'ONDAM* ». Elle souligne que la recapitalisation prévue d'AREVA par l'Etat à hauteur de 4,5 milliards d'euros « *entraîne un risque négatif pour le déficit 2017 de 0,2 point de PIB* ».

En 2018, le déficit se creuserait de nouveau (-3,1% du PIB), « à politique inchangée », du fait de moindre recettes fiscales à hauteur de 0,2 point de PIB liées aux mesures d'allègement décidées en 2017 (sur l'IS notamment). Il faut souligner que le solde primaire (hors charge de la dette) restera déficitaire, sans vraiment se réduire.

- La dette publique continuerait de s'alourdir en 2017 et 2018 où elle atteindra 97% du PIB.

9. Prévisions d'hiver 2017-2018 de la Commission européenne pour la zone euro : maintien de la croissance, accélération de l'inflation, baisse du chômage

* **La Commission européenne a publié ses prévisions économiques « d'hiver ».** Elle estime que le taux de croissance de la zone euro a été de **+1,7% en 2016**, comme dans sa prévision de l'automne dernier. En revanche, elle table sur une croissance de **+1,6% en 2017, puis une accélération à +1,8% en 2018**, prévisions revues à la hausse par rapport à celles de l'automne (+1,5% et +1,7%).

Selon la Commission la demande intérieure devrait soutenir la croissance en 2017 et 2018. **La consommation devrait en être le principal moteur**, « soutenue par l'amélioration du marché de l'emploi et par l'augmentation du revenu disponible réel ». **L'investissement devrait lui aussi contribuer positivement à la croissance** en « bénéficiant progressivement de l'accroissement de la demande, d'une amélioration des marges bénéficiaires et de conditions de financement favorables ».

La Commission souligne néanmoins que « des risques accrus pèsent sur les prévisions ». Selon Valdis Dombrovskis, vice-président de la

Commission pour l'euro et le dialogue social, « la croissance modérée que connaît l'Europe est de plus en plus confrontée à un nombre croissant de vents contraires émanant du ralentissement de la croissance des marchés émergents tels que la Chine, de la faiblesse des échanges mondiaux et des tensions géopolitiques dans le voisinage de l'Europe ».

* **Le taux d'inflation dans la zone euro devrait accélérer en 2017 (+1,7%) puis ralentir en 2018** (+1,4%, prévision inchangée par rapport à celle d'automne) après une année 2016 d'inflation quasi nulle (+0,2%).

* **Le taux de chômage devrait continuer de baisser en 2017 et en 2018** (9,6% de la population active, puis 9,1%), après être ressorti à 10% en 2016.

* **Le solde public de la zone euro devrait rester déficitaire en 2017 et 2018 à -1,4% du PIB** (-0,3 point par rapport à 2016), prévision revue à la baisse par rapport à celle de l'automne dernier (-1,5% du PIB en 2017 et 2018).

*

* Ces évolutions d'ensemble recouvrent des disparités entre les pays membres :

- en termes de croissance du PIB :

- **en 2016, aucun pays de la zone euro n'a connu une croissance négative** contrairement aux estimations de l'automne dernier (-0,3% en Grèce). **Deux pays ont enregistré une croissance inférieure à 1%** (Grèce et Italie) et **dix une croissance supérieure à la moyenne de la zone euro**, dont cinq au-dessus de 3% (Irlande, Malte, Luxembourg, Slovaquie et Espagne). La croissance française a été inférieure à celle de la zone euro.

- **en 2017, neuf pays de la zone euro devraient voir leur croissance accélérer** dont notamment la Grèce (+2,7%, après +0,3% en 2016), la Belgique et la France (+1,4%, après +1,2%). **Seule l'Italie devrait connaître une croissance de son PIB inférieure à 1%.**
- **en 2018, neuf pays devraient connaître une accélération de leur croissance** (dont notamment l'Allemagne, la France et l'Italie). **Treize auraient une croissance supérieure ou égale à celle de la zone euro** (dont notamment l'Irlande, l'Espagne ou encore les Pays-Bas).

<i>Croissance du PIB (volume, %)</i>	2015	2016e	2017p	2018p
Union européenne	+2,2	+1,9	+1,8	+1,8
Zone euro, dont	+2,0	+1,7	+1,6	+1,8
Belgique	+1,5	+1,2	+1,4	+1,6
Allemagne	+1,7	+1,9	+1,6	+1,8
Irlande	+26,3	+4,3	+3,4	+3,3
Grèce	-0,2	+0,3	+2,7	+3,1
Espagne	+3,2	+3,2	+2,3	+2,1
France	+1,3	+1,2	+1,4	+1,7
Italie	+0,7	+0,9	+0,9	+1,1
Pays-Bas	+2,0	+2,1	+2,0	+1,8
Autriche	+1,0	+1,5	+1,6	+1,6
Portugal	+1,6	+1,3	+1,6	+1,5
Finlande	+0,2	+1,5	+1,2	+1,5
Danemark	+1,0	+1,0	+1,5	+1,8
Suède	+4,1	+3,3	+2,4	+2,1
Royaume-Uni	+2,2	+2,0	+1,5	+1,2
Etats-Unis	+2,6	+1,6	+2,3	+2,2
Japon	+0,5	+0,9	+1,0	+0,5

Source : Commission européenne – Winter forecast (février 2017)

- en termes de chômage :

- en 2016, **tous les pays de la zone euro ont connu une diminution de leur taux de chômage à l'exception de l'Estonie** (6,9% de la population active contre 6,2% en 2015) **et de l'Autriche** (6% après 5,7% en 2015) dont les taux demeurent bien en dessous de la moyenne de la zone euro ;
- **en 2017, cette tendance devrait se poursuivre**, sauf en Estonie où le taux de chômage devrait continuer d'augmenter (7,9% de la population active). Ce recul

serait plus prononcé « *dans les Etats membres qui ont mis en œuvre des réformes sur le marché du travail* ». En France, en Allemagne, en Autriche et à Malte, il devrait se stabiliser, à des niveaux toutefois très différents ;

- **en 2018, le taux de chômage des pays de la zone euro continuerait de baisser** sauf en Estonie où il s'inscrirait à nouveau à la hausse et en Allemagne, au Luxembourg, à Malte et en Autriche où il se stabiliserait.
-

Taux de chômage (% de la population active)	2015	2016e	2017p	2018p
Union européenne	9,4	8,5	8,1	7,8
Zone euro, dont	10,9	10,0	9,6	9,1
Belgique	8,5	8,0	7,8	7,6
Allemagne	4,6	4,1	4,1	4,1
Irlande	9,4	8,0	7,0	6,7
Grèce	24,9	23,4	22,0	20,3
Espagne	22,1	19,6	17,7	16,0
France	10,4	9,9	9,9	9,6
Italie	11,9	11,7	11,6	11,4
Pays-Bas	6,9	6,0	5,2	4,7
Autriche	5,7	6,0	6,1	6,2
Portugal	12,6	11,2	10,1	9,4
Finlande	9,4	8,8	8,6	8,3
Danemark	6,2	6,2	5,9	5,7
Suède	7,4	6,9	6,5	6,4
Royaume-Uni	5,3	4,9	5,2	5,6
Etats-Unis	5,3	4,9	4,6	4,5
Japon	3,4	3,1	3,1	3,1

Source : Commission européenne – Winter forecast (février 2017)

- en termes de finances publiques :

- **Le déficit public de la zone euro s'est de nouveau réduit en 2016 pour s'établir à -1,7% du PIB, après -2,1% du PIB en 2015.** Cette réduction est la conséquence de la baisse des dépenses publiques qui a résulté non seulement de la reprise économique et de la baisse du taux de chômage, mais aussi de la modération des salaires dans le secteur public. En 2017 et en 2018, le déficit public de la zone euro serait de -1,4% du PIB. **Cette trajectoire engendrerait une diminution du ratio dette publique sur PIB qui passerait en dessous de 90% en 2018.**
- En 2016, **seuls deux Etats membres de la zone euro ont eu un solde public déficitaire supérieur à 3% du PIB : l'Espagne (-4,7%) et la France (-3,3%).** Ces

deux pays ont par ailleurs affiché en 2016 les soldes publics primaires (hors intérêts de la dette) les plus déficitaires de la zone euro (respectivement -1,9% et -1,5% du PIB). Ces déficits contrastent nettement avec les excédents primaires de l'Allemagne et de l'Italie par exemple, même si ces derniers se réduiraient en 2017 et 2018.

- En 2017 le déficit public espagnol devrait s'établir à -3,5% du PIB, puis à -2,9% en 2018. **Celui de la France passerait sous la barre symbolique des -3%... avant de repasser au-dessus en 2018.** Avec un ratio dette publique sur PIB attendu proche de 100% en 2018, **ces deux pays pourraient continuer de faire l'objet d'une surveillance budgétaire accrue dans le cadre de la procédure réservée aux Etats à déficits excessifs.**

Dépenses publiques (% du PIB)	2015	2016e	2017p	2018p
Union européenne	47,3	46,7	46,5	46,3
Zone euro, dont	48,5	47,9	47,6	47,4
Belgique	53,9	53,6	52,9	52,5
Allemagne	44,0	44,3	44,4	44,5
Irlande	29,4	28,0	27,6	27,3
Grèce	55,4	51,2	49,8	47,0
Espagne	43,8	42,7	41,6	41,1
France	57,0	56,5	56,2	56,2
Italie	50,4	49,4	49,1	49,1
Pays-Bas	45,1	44,5	44,1	43,8
Autriche	51,6	50,6	50,3	49,8
Portugal	48,4	46,2	46,1	45,7
Finlande	57,0	57,0	56,5	56,2
Danemark	54,8	54,2	53,5	52,4
Suède	50,2	49,7	49,9	49,6
Royaume-Uni	42,9	42,4	42,1	41,6
Etats-Unis	37,7	38,0	37,9	38,1
Japon	41,4	41,4	41,7	41,6

Source : Commission européenne – Winter forecast (février 2017)

Recettes publiques (% du PIB)	2015	2016e	2017p	2018p
Union européenne	44,9	44,8	44,8	44,7
Zone euro, dont	46,5	46,3	46,2	46,0
Belgique	51,3	50,6	50,8	50,2
Allemagne	44,7	44,9	44,9	44,9
Irlande	27,6	27,0	26,9	26,7
Grèce	47,9	50,1	48,8	47,7
Espagne	38,6	38,0	38,2	38,2
France	53,5	53,2	53,3	53,1
Italie	47,8	47,1	46,8	46,5
Pays-Bas	43,2	44,4	44,3	44,1
Autriche	50,6	49,2	49,1	48,9
Portugal	44,0	44,0	44,1	43,5
Finlande	54,2	54,8	54,2	54,4
Danemark	53,5	52,7	51,9	51,5
Suède	50,4	50,2	49,7	49,8
Royaume-Uni	38,5	39,0	39,2	39,0
Etats-Unis	33,5	33,2	32,8	32,3
Japon	36,1	36,3	36,6	36,6

Source : Commission européenne – Winter forecast (février 2017)

Solde public (% du PIB)	2015	2016e	2017p	2018p
Union européenne	-2,4	-1,9	-1,7	-1,6
Zone euro, dont	-2,1	-1,7	-1,4	-1,4
Belgique	-2,5	-2,9	-2,2	-2,3
Allemagne	+0,7	+0,6	+0,4	+0,4
Irlande	-1,9	-0,9	-0,6	-0,6
Grèce	-7,5	-1,1	-1,1	+0,7
Espagne	-5,1	-4,7	-3,5	-3,1
France	-3,5	-3,3	-2,9	-3,1
Italie	-2,6	-2,3	-2,4	-2,6
Pays-Bas	-1,9	-0,1	0,2	0,3
Autriche	-1,0	-1,4	-1,2	-0,9
Portugal	-4,4	-2,3	-2,0	-2,2
Finlande	-2,8	-2,2	-2,3	-1,8
Danemark	-1,7	-1,6	-1,6	-0,9
Suède	+0,2	0,5	-0,2	-0,2
Royaume-Uni	-4,3	-3,4	-2,8	-2,5
Etats-Unis	-4,4	-4,8	-5,1	-5,7
Japon	-5,3	-3,7	-4,0	-3,8

Source : Commission européenne – Winter forecast (février 2017)

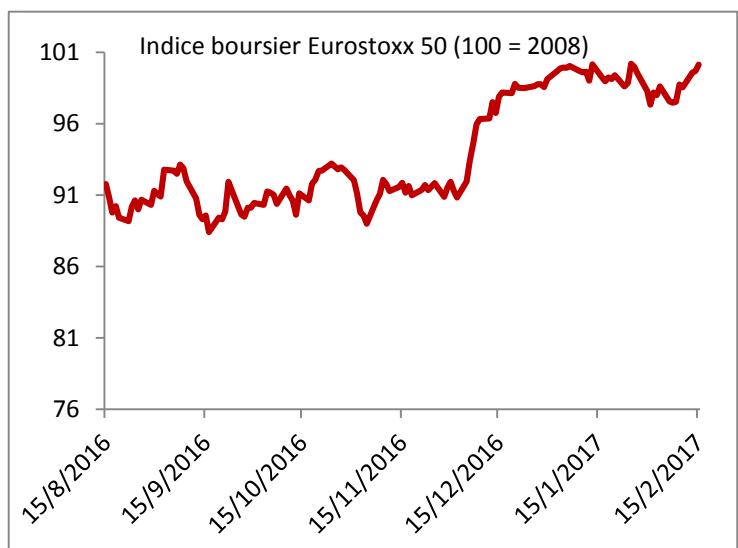
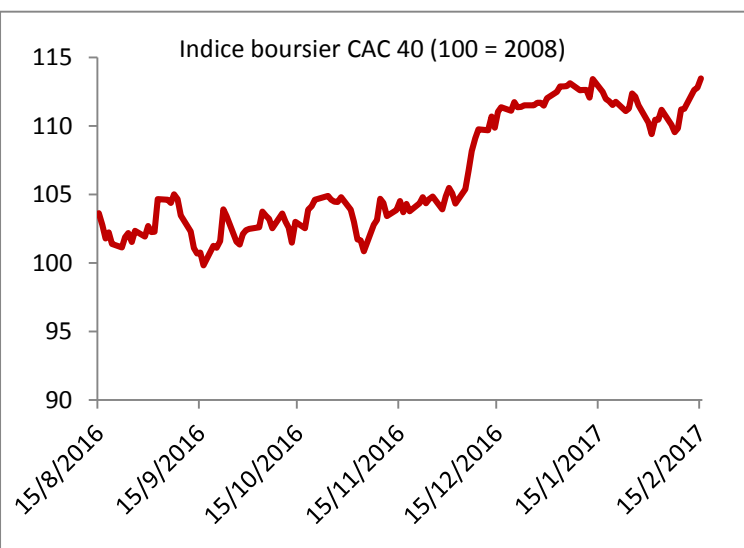
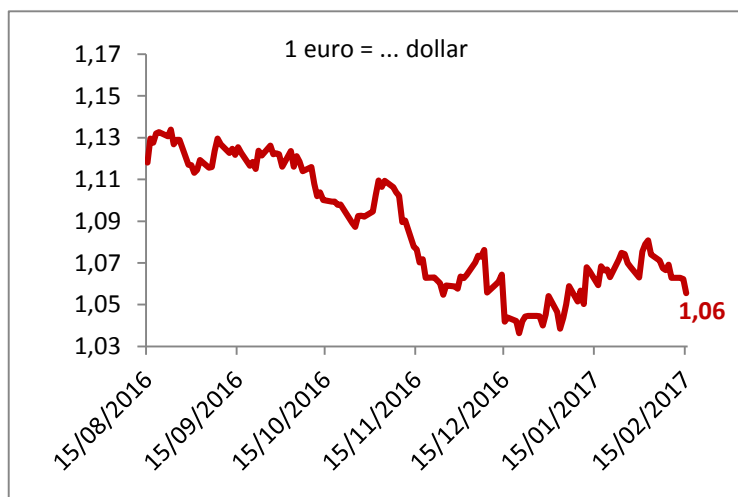
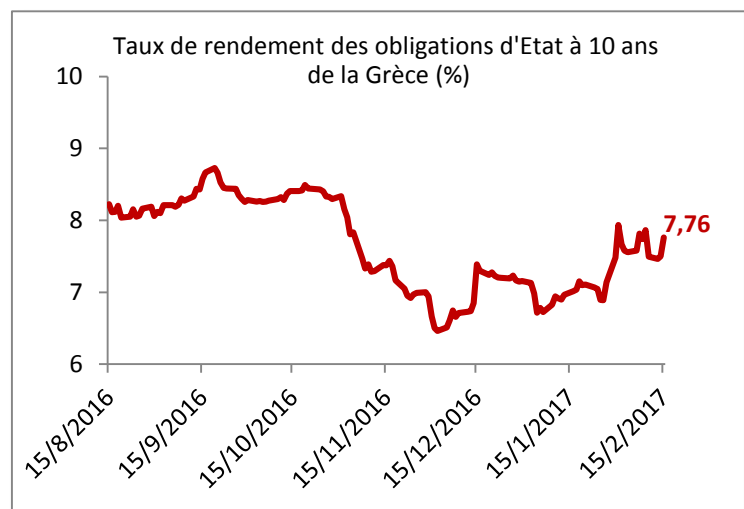
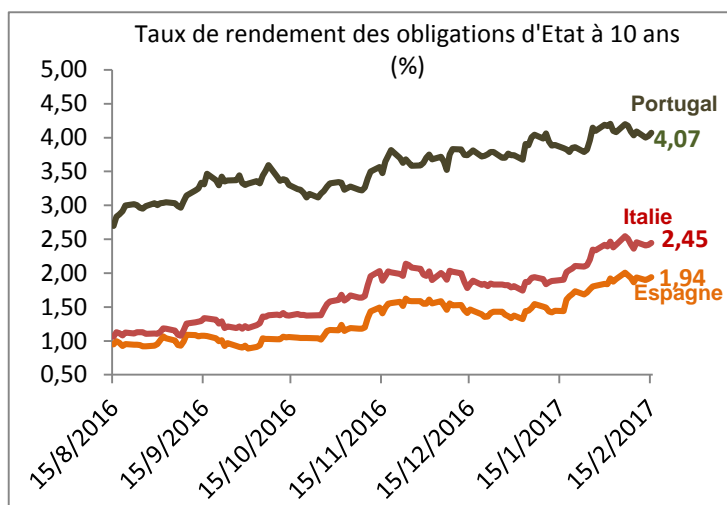
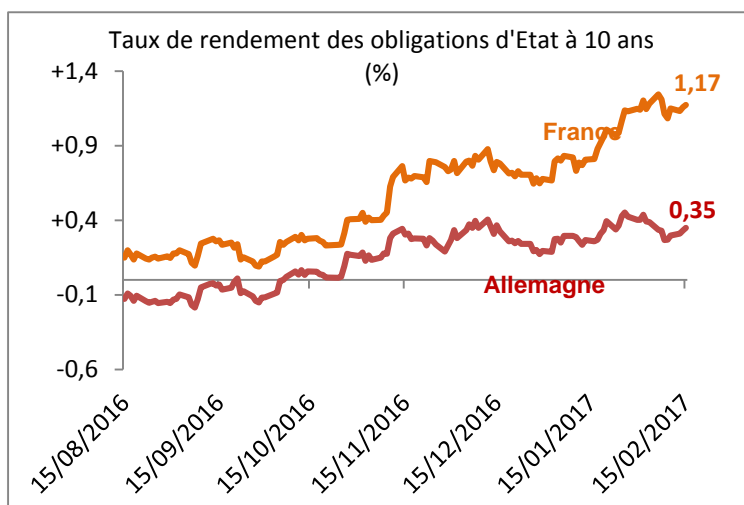
Solde public primaire * (% du PIB)	2015	2016e	2017p	2018p
Union européenne	-0,1	+0,3	+0,4	+0,4
Zone euro, dont	+0,3	+0,5	+0,6	+0,6
Belgique	+0,5	-0,3	+0,2	0,0
Allemagne	+2,2	2,0	1,6	+1,4
Irlande	+0,7	1,4	1,5	+1,4
Grèce	-3,9	2,3	2,2	+3,7
Espagne	-2,0	-1,9	-0,8	-0,3
France	-1,5	-1,5	-1,1	-1,3
Italie	+1,5	+1,7	+1,5	+1,2
Pays-Bas	-0,6	+1,0	+1,2	+1,3
Autriche	+1,3	+0,8	+0,9	+1,2
Portugal	+0,2	+2,1	+2,5	+2,2
Finlande	-1,5	-1,1	-1,2	-0,8
Danemark	+0,2	-0,1	-0,5	+0,1
Suède	+0,7	+0,9	+0,2	+0,7
Royaume-Uni	-2,0	-0,9	-0,4	-0,1
Etats-Unis	-0,8	-1,3	-1,3	-1,5
Japon	-1,7	-1,6	-2,0	-1,8

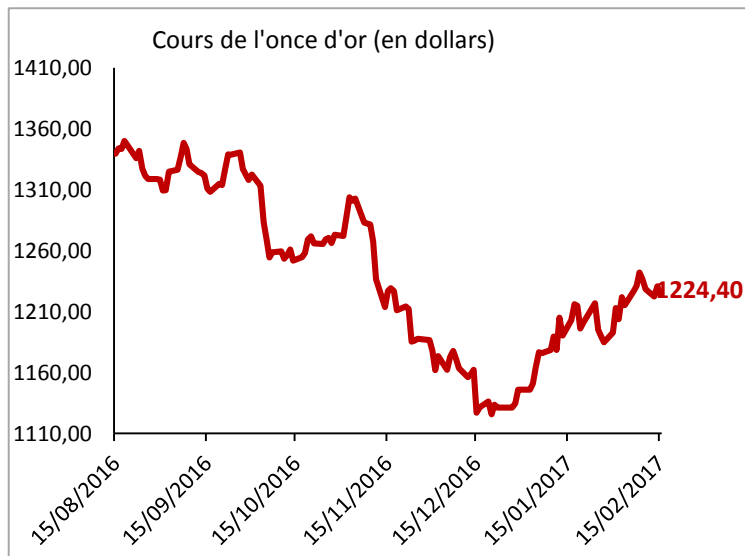
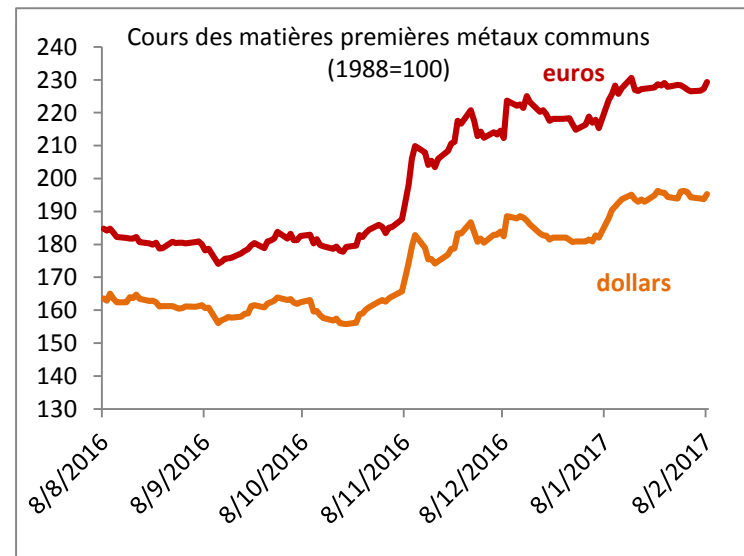
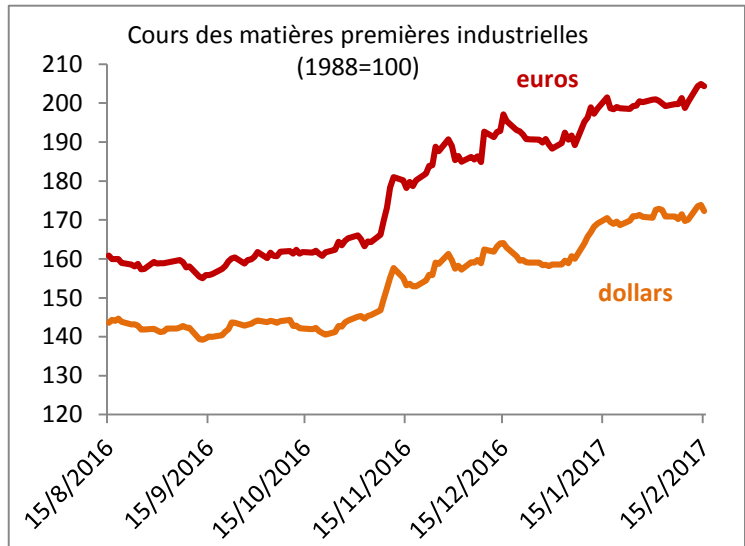
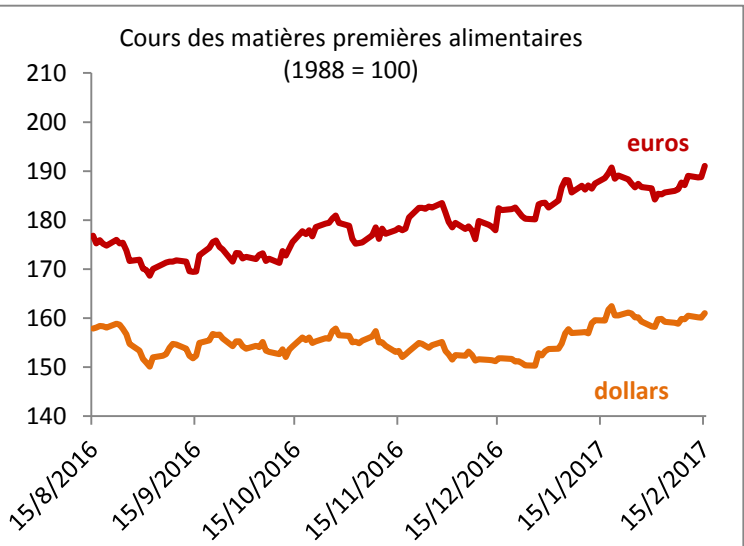
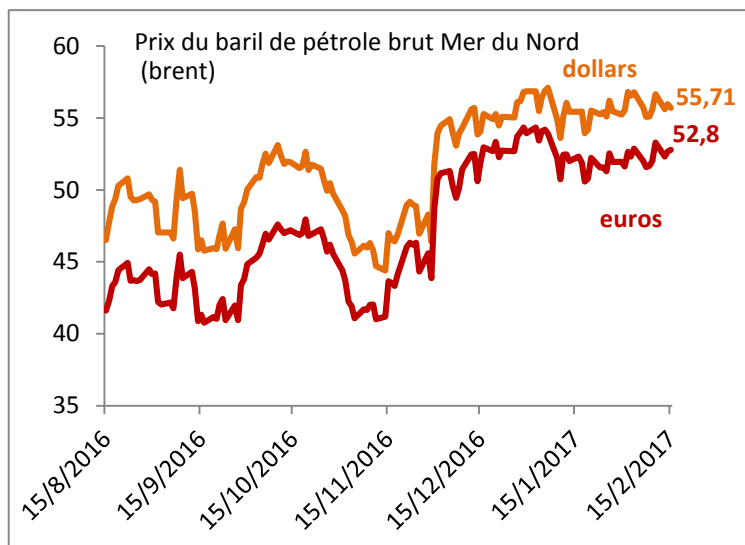
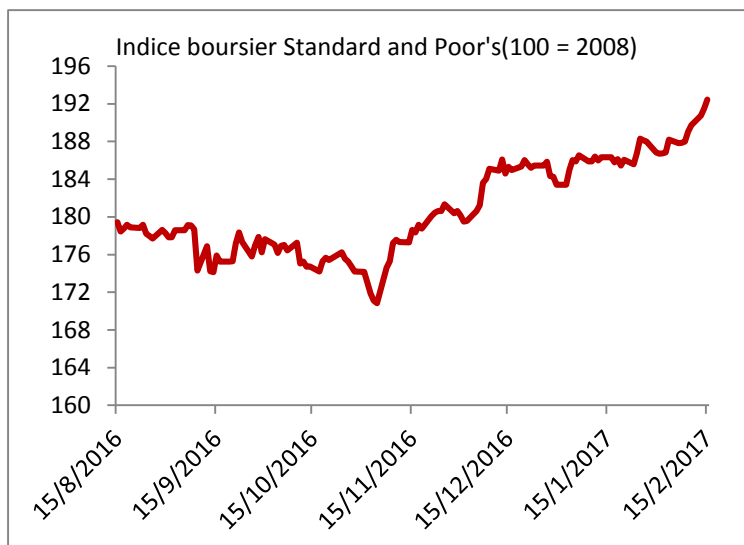
Source : Commission européenne – Winter forecast (février 2017) / *hors charges d'intérêt

<i>Dettes publiques</i> <i>(% du PIB)</i>	2015	2016e	2017p	2018p
Union européenne	86,5	85,1	84,8	83,6
Zone euro, dont	92,6	91,5	90,4	89,2
Belgique	105,8	106,8	106,5	106,1
Allemagne	71,2	68,2	65,5	62,9
Irlande	78,6	75,1	73,6	72,6
Grèce	177,4	179,7	177,2	170,6
Espagne	99,8	99,7	100,0	99,7
France	96,2	96,4	96,7	97,0
Italie	132,3	132,8	133,3	133,2
Pays-Bas	65,1	62,2	60,2	58,3
Autriche	85,5	83,5	81,3	79,3
Portugal	129,0	130,5	128,9	127,1
Finlande	63,5	63,7	65,6	66,5
Danemark	39,6	38,3	37,8	36,9
Suède	43,9	41,0	39,3	37,6
Royaume-Uni	89,0	88,6	88,1	87,0
Etats-Unis	105,2	107,3	108,5	109,6
Japon	248,0	248,8	250,6	252,0

Source : Commission européenne – Winter forecast (février 2017)

10. Tendances récentes des marchés : montée des marchés actions, baisse de l'euro





Contacts : gde-lavernee@medef.fr // abenhamou@medef.fr

Rédaction achevée le 17 février 2017

La Météo de l'éco - Prenez la température de l'économie française
en quelques clics, avec 30 indicateurs

Connectez-vous sur www.meteodeleco.fr

Télécharger dans
l'App Store

DISPONIBLE SUR
Google Play

